



DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

N° 20

NOV.-DÉC. 2016

Editorial

La Pologne continue à « faire » l'actualité en Europe centrale. La dynamique liberticide engagée par le PiS se confirme avec une nouvelle loi portant sur les rassemblements, votée le 2 décembre dernier. Cette nouvelle législation interdit l'organisation de tout rassemblement qui se tiendrait au même endroit et même temps qu'un autre rassemblement, convoqué celui-là par les pouvoirs publics ou par des Églises. Le même texte précise que priorité sera donnée aux rassemblements « cycliques », déterminés par le voïevode (équivalent du préfet) pour une période de trois ans sur la base de « leur grandeur et leur importance ». Si le maire d'une commune s'obstine à vouloir autoriser un rassemblement, le voïevode pourra l'interdire. Aucun recours n'a pas été prévu par la loi. Cette hiérarchisation place donc en position subordonnée les acteurs autres que les pouvoirs publics, les Églises et permet de fait l'interdiction de n'importe quelle manifestation qu'elle que soit la cause.

Cette loi, décrétée par la Cour suprême comme inconstitutionnelle, s'inscrit dans une offensive plus large qui vise à bâillonner la société civile polonaise. C'est ainsi que, le mois dernier, la télévision publique a diffusé une série de reportages portant sur le secteur

associatif et visant à dénoncer – sans preuve à l'appui – leur mauvais usage des fonds publics. Les associations considérées comme indociles ou dirigées par des personnalités proches de l'opposition (telles Z. Komorowska, fille de l'ancien président de la République, ou R. Rzeplinska, fille de l'actuel président du Tribunal constitutionnel) ont particulièrement été visées. Face à cette offensive antidémocratique, le défenseur des droits, la Fondation Helsinki, plus de cent organisations non-gouvernementales se sont exprimés en dénonçant « une campagne de dénigrement et diffamation des militants associatifs, reconnus pour le développement de la société civile ». À suivre...

Inscrites dans un temps plus « long » que l'actualité, d'autres questions continuent à tarauder cette partie du monde. Nous avons choisi de traiter dans ce numéro des enjeux propres à l'environnement. En effet, un an après la COP21, l'agenda demeure brûlant. Il mobilise des initiatives citoyennes dans l'ensemble de la région autour des objectifs de justice climatique, de la protection de l'environnement, des alliances possibles pour penser de nouveaux communs dans un monde en transition.

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898



E. T.

SOMMAIRE

Éditorial

p. 01

Dossier « Enjeux environnementaux et droits de l'Homme »

| | |
|---|-------|
| Environnement en Europe centrale et orientale : entre héritages lourds et brutales mutations. Entretien avec Jean-Pierre Dubois et Anne Tardieu | p. 03 |
| Tchernobyl est un arbre qui pousse, par Camille Coatalem-Serikoff..... | p. 06 |
| De l'écologie officielle à la contestation des pouvoirs : la Russie à la croisée des chemins, par Eva Bertrand et Laurent Coumel..... | p. 09 |
| Ukraine : « La ruée vers l'ambre », par Anna Garmash..... | p. 13 |
| Dans les Balkans, le climat change et les populations suffoquent, par Marion Dautry | p. 14 |
| « Ce n'est plus la mer à boire ! », photoreportage de Camille Coatalem-Serikoff et Nicolas Serikoff | p. 18 |

Lire et voir

| | |
|---|-------|
| Traverser Tchernobyl, de Galia Ackerman..... | p. 23 |
| La Zone, de Markiyan Kamysh..... | p. 24 |
| L'Ange blanc. Les enfants de Tchernobyl sont devenus grands, de Niels Ackermann | p. 25 |
| Tchernobyl, documentaire de David Desramé et Dominique Maestralli..... | p. 26 |

Camille Coatalem-Serikoff, Ewa Tartakowsky, Viviane Tourtet.

Ce numéro a été réalisé avec la collaboration du groupe de travail de la LDH « Environnement, développement durable et droits de l'Homme », de la revue Gare de l'Est ainsi que l'association Ukraine Action.

► Contribuer à la lettre « Les droits de l'Homme en Europe centrale et orientale »

Vous pouvez proposer votre collaboration en écrivant à communication@ldh-france.org, en mentionnant en objet « Lettre Europe centrale et orientale ».

Dossier « Enjeux environnementaux et droits de l'homme »

Questions environnementales en Europe centrale et orientale : entre héritages lourds et brutales mutations

Entretien avec **Anne Tardieu** et **Jean-Pierre Dubois**, co-responsables du groupe de travail de la LDH « Environnement, développement durable et droits de l'Homme »

Propos recueillis par **Ewa Tartakowsky**

Quels sont aujourd'hui les principaux enjeux environnementaux en Europe de l'Est et dans les ex-pays soviétiques ?

Jean-Pierre Dubois : La zone dont nous parlons, même si on en exclut la Grèce et la Turquie, reste marquée par une forte diversité géographique mais aussi géopolitique, économique, sociale et culturelle. Cette diversité se mesure notamment à travers les indices de développement humain¹. Les résultats par État s'étagent entre 0,73 et 0,88². Même si ces données ne concernent pas uniquement des facteurs « environnementaux », elles éclairent les inégalités de ressources et de potentiels. Et si l'on considère en outre les émissions de CO₂ par pays³, on voit apparaître la variabilité de pesanteurs et d'héritages sur lesquels on reviendra.

Anne Tardieu : Il faut aussi prendre en compte l'inégalité parfois considérable d'accès aux données selon les pays, en raison de la propagande officielle mais aussi de la disponibilité de données fiables, qui peut biaiser la perception et l'analyse. Cela n'interdit pas la démarche comparative mais impose une certaine prudence dans les conclusions que l'on pense pouvoir en tirer.

Quel est alors l'état des lieux ?

J.-P. D. : Faisons d'abord le point sur l'état des ressources. La pollution de l'air atteint des niveaux très inquiétants en Bulgarie, en Bosnie-Herzégovine et dans une grande partie de la Pologne. Depuis plusieurs années se succèdent des événements catastrophiques : inondations et à l'inverse sécheresse de grande ampleur. Plus profondément l'état des principales ressources en eau est préoccupant : dans les Balkans, le lac d'Ohrid est en danger ; l'eutrophisation⁴ tueuse de biodiversité menace la Baltique, les déchets souillent de plus en plus les côtes adriatiques... et surtout la

situation des mers intérieures de l'ex-URSS est dramatique (la mer Caspienne est lourdement polluée ; la mer d'Aral est frappée d'un assèchement sans doute irréversible malgré des efforts récents). Enfin, les forêts sont menacées par les effets de décisions destructrices prises par les autorités publiques, d'appétits d'entreprises multinationales et de pratiques « sauvages » des habitants.

A. T. : Par exemple, il y a des zones particulièrement dangereuses. Les villes d'Europe orientale : Sarajevo et Skopje étaient en 2014, selon la Banque mondiale et l'OMS, les villes les plus polluées d'Europe ; c'est encore pire aujourd'hui à Pljevlja au Monténégro, à Bitola et à Tetovo (« ville la plus polluée du monde » en 2015) en Macédoine. Mais aussi des régions entières, comme la Haute-Silésie polonaise « charbonnière » et les vallées serbes, et surtout en Asie centrale la vallée de la Ferghana, fortement industrialisée et pratiquant une agriculture très intensive du temps de l'URSS, où vit, entre Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizstan, 20 % de la population d'Asie centrale soit plus de 10 millions d'habitants. La pollution chimique y est dramatique : mines d'uranium à ciel ouvert et décharges contenant des déchets radioactifs, rejets hautement toxiques de production d'antimoine, pollution au mercure, stocks de pesticides enterrés et très peu protégés... avec des risques fortement accrus du fait de la forte sismicité de la zone et des glissements de terrain provoqués par les pluies diluviennes et les crues et inondations de plus en plus fréquentes.

À quoi est dû ce tableau plutôt sombre ?

J.-P. D. : À la fois à des habitudes de vie, à la faiblesse des équipements publics, mais surtout à la succession de phases d'industrialisation et de désindustrialisation non régulée et au caractère balbutiant de la transition énergétique.

On voit ainsi s'accumuler déchets et ordures ménagères, pulluler des décharges « sauvages »... mais aussi les rejets industriels et les déchets toxiques (dans des zones urbaines mais aussi dans des vallées de

1. L'IDH est un indice composite créé par le PNUD en 1990.

2. L'IDH de l'Allemagne est de 0,92 ; celui de la France est de 0,89.

3. Données 2011 communiquées par la Banque mondiale.

4. Prolifération incontrôlée de quelques espèces tueuses de biodiversité.

montagne et le long de cours d'eau parfois importants), en raison de conditions dangereuses d'exploitations en activité mais aussi de l'abandon sans surveillance ni protection d'usines ou de mines désaffectées.

A. T. : À tout cela viennent s'ajouter le poids du charbon, les appétits pétroliers et gaziers, les mirages nucléaires, et une place encore bien réduite pour les énergies renouvelables.

La forte dépendance au charbon frappe durement de nombreux pays d'Europe centrale et orientale : Bulgarie pays le plus pollué de l'Union européenne, très forts pics de pollution récents à Bor (Serbie), Bitola (Macédoine) ou Pljeva (Monténégro), villes polonaises elles aussi fortement touchées par la pollution atmosphérique. Or, non seulement 12 centrales au charbon sont aujourd'hui en activité dans les Balkans, mais 17 autres sont prévues à l'horizon 2030...

De même, l'Estonie est toujours le premier « extracteur » mondial de schistes bitumineux. Le pétrole, le gaz naturel et les gaz de schiste sont devenus des enjeux politico-économiques importants en Europe du sud-est (conflit entre Ukraine et Roumanie autour des gisements de gaz naturel du plateau continental de la Mer noire ; concession accordée au début de 2016 par la Bulgarie à Shell pour l'exploitation de pétrole off-shore) et si la compagnie US Chevron a renoncé en 2015 à ses projets d'extraction de gaz de schiste en Roumanie (comme en Pologne, en Ukraine ou en Lituanie), c'est en raison de l'affondrement des prix et surtout de la forte surestimation initiale des gisements.

Le nucléaire, lui, en Europe orientale aussi fascine des gouvernements en quête de prestige et d'indépendance énergétique. Mais en Asie centrale, il évoque surtout le passé militaire soviétique (par exemple sur le site de Kourtchakov au Kazakhstan, où d'énormes dépôts de déchets nucléaires font peser de graves menaces sur l'environnement).

Quant aux énergies renouvelables (éolienne, solaire, hydro-électrique ou utilisant la biomasse), certains gouvernements ont annoncé des programmes parfois ambitieux à moyen terme, mais les actes tardent souvent à suivre, et parfois les implantations (notamment hydro-électriques) menacent des sites naturels sensibles, ce qui suscite alors des oppositions... notamment d'écologistes.

La situation environnementale en Europe de l'Est serait-elle aussi tributaire d'héritages politiques ?

J.-P. D. : En effet, on voit bien ce qui pèse dans la zone sur les questions environnementales : un contexte fait à la fois d'héritages lourds et de brutales mutations.

Les héritages, c'est non seulement le nucléaire dont tu parlais mais surtout les

dégâts provoqués par les flux et les reflux d'une industrialisation non régulée. Le scientisme « cartésien » et le volontarisme autoritaire de l'époque soviétique⁵ continuent de marquer de leur empreinte sinon les politiques publiques (encore qu'en Russie et en Asie centrale la question reste posée), du moins le « paysage » écologique abîmé pour des décennies au moins. Et les progrès apparents constatés dans certains pays sont dus pour l'essentiel plus à la désindustrialisation et à la crise économique qu'à une réorientation vers un modèle de développement plus « soutenable ».

A. T. : Oui, mais il n'y a pas que le poids de ce passé : les changements ont souvent eu de graves conséquences. L'explosion de la grande pauvreté et des inégalités, avec dans beaucoup de pays une régression sociale « historique », a d'importants impacts environnementaux. Deux exemples tirés de la situation bulgare, l'une des pires : dans la ville de Vratsa l'écrasante majorité de la population se chauffe au bois ou avec du charbon que des chômeurs Rom vont chercher au péril de leur vie dans des mines désaffectées ; à Pernik, autre ville industrielle qui compte 80 000 habitants, la plupart des familles brûlent pour se chauffer du charbon mais aussi des pneus, voire des bouteilles en plastique, ce qui en a fait en 2011 la ville la plus polluée de toute l'Union européenne...

Et en Europe orientale ce ne sont pas des cas isolés : le chauffage au bois ou au charbon, la vétusté du parc automobile, la nécessité de survivre grâce à la « débrouille » même en prenant d'énormes risques sanitaires et environnementaux, se retrouvent un peu partout dans les Balkans. On ne peut pas dissocier, si on veut être réaliste, les urgences écologiques et sociales.

J.-P. D. : En même temps, à l'autre extrémité de l'éventail des conditions de vie dans ces pays, le développement touristique bouleverse lui aussi les équilibres environnementaux. On le voit bien par exemple pour le Parc national des lacs de Plitvice et pour la rivière Korana en Croatie, mais aussi au Monténégro. Et ces « nouvelles » menaces ne se substituent pas aux « anciennes », elles s'y ajoutent, avec bien sûr une sorte de ségrégation territoriale (les vacances de luxe ne se passent pas au milieu des usines désaffectées) des traces du passé et des appétits du présent.

Face à ces enjeux environnementaux, quelles sont les « réponses » des autorités publiques ?

J.-P. D. : Les politiques gouvernementales restent souvent dangereuses. Ainsi, en Russie, la rupture avec des héritages « lourds » a avorté : Wladimir Poutine a supprimé en 2000 le ministère de l'Environnement, au profit d'un

5. « *L'Homme maître et possesseur de la nature* », Descartes. « *Il marche fièrement vers le pôle, il change le cours des fleuves, il déplace les hautes montagnes, l'homme soviétique ordinaire* », chanson de propagande en 1935.

«ministère des Ressources naturelles» qui s'occupe d'abord... des industries extractrices ; les poursuites pour «espionnage écologique» se multiplient... autant de signes de l'inversion dramatique des politiques publiques en la matière.

En Asie centrale, sauf le Kazakhstan, les États ne sont pas financièrement en mesure de sortir, à supposer que les gouvernements le veuillent, de l'extraction «à tout prix» de matières premières et de l'agriculture intensive qui ont produit de terribles désastres environnementaux.

En Pologne, 90 % de l'énergie provient toujours du charbon ; en Roumanie, la reprise de l'extraction de l'or (au cyanure...) dans la vallée de Rosia Montana et les projets (aujourd'hui abandonnés pour des raisons de rentabilité) d'extraction de gaz de schiste ont été soutenus par les pouvoirs publics en dépit des mobilisations citoyennes.

A. T. : C'est vrai, mais les États sont souvent pris dans des contradictions liées aux rapports de forces géopolitiques (faire massivement baisser la part du charbon en Pologne, ou celle des schistes bitumineux en Estonie, c'est augmenter la dépendance à l'égard du gaz russe) et aussi économiques face à des multinationales prédatrices.

Mais il y a aussi quelques signes encourageants de prise de conscience dans certains États, pour la protection des espaces naturels ou la promotion des énergies renouvelables. Mais bien sûr il ne faut pas être dupe de la propagande et du greening (par exemple des discours gouvernementaux en Azerbaïdjan à propos de l'état de la Caspienne).

J.-P. D. : Et les États sont également impliqués dans des relations transfrontières : les questions environnementales sont parfois des enjeux de tensions interétatiques (par exemple entre Ukraine et Roumanie), mais peuvent aussi donner lieu à des coopérations internationales, tantôt «productives» (sauvetage du lac de Prespa ; Fonds international d'assainissement de la mer d'Aral et prêts de la Banque mondiale pour réhabiliter la «petite mer d'Aral»), tantôt au contraire génératrices de nouvelles menaces (ainsi, l'Italie berlusconienne et la Russie poutinienne ont prétendu «offrir» de nouvelles centrales nucléaires aux pays des Balkans).

La question environnementale est-elle corrélée au caractère autoritaire, ou au contraire démocratique, de ces régimes ?

A. T. : Le plus gros problème, c'est effectivement toujours la question démocratique. Bien sûr il y a ici de grandes différences entre l'Estonie et l'Ouzbékistan, ou entre la Slovénie et le Belarus, mais dans bien des pays c'est une certaine culture de l'exercice du pouvoir qui mine son efficacité et sa légitimité dans la société : la corruption, pas ponctuelle ou anecdotique mais trop souvent systémique.

J.-P. D. : Bien entendu, dans les régimes autoritaires qui ne craignent ni l'opacité ni le recours à une répression brutale, ces pratiques corruptrices sont d'autant plus facilitées que ceux qui les dénoncent risquent leur liberté ou leur vie (par exemple dans les affaires des forêts russes de Khimki et de Tsakovskii). En revanche, là où fonctionnent des institutions démocratiques, des espaces de débat sont possibles (par exemple au Sénat roumain en juin 2012 sur la question du gaz de schiste) et des formes de participation politique directe sont mobilisables (en particulier des référendums sur initiative citoyenne).

En Europe centrale et de l'Est, les questions environnementales émergent de plus en plus au sein de la société civile. Comment se traduisent-elles concrètement ?

A. T. : Les sociétés civiles sont plus actives qu'on ne le croit. Bien sûr, vu la gravité des situations, il s'agit le plus souvent de refus et de résistances, mais il ne faut pas sous-estimer des dynamiques «positives» avec une grande diversité d'acteurs.

Ce qui est le plus visible, ce sont les campagnes d'ONG et les groupes de citoyens qui donnent l'alerte, et qui cherchent souvent à s'appuyer sur des procédures démocratiques «instituées» ainsi que sur le recours à la justice. Cependant, la corruption ou l'absence d'indépendance des juges laissent parfois très peu d'espoir, par exemple en Serbie ou en Russie... mais alors il peut y avoir ouverture de procédures judiciaires à l'étranger (par exemple, la plainte pour corruption et trafic d'influence déposée en France par plusieurs ONG contre Vinci en 2013 dans l'affaire de l'autoroute de la forêt de Khimki). Et ces campagnes se concrétisent d'abord sur le terrain, par des pétitions, des manifestations ou des occupations de site : des actions parfois légales, parfois au contraire «désobéissantes», mais presque toujours non violentes.

J.-P. D. : Les citoyens protestent, résistent, mais lancent parfois aussi des initiatives concrètes qui cherchent à faire la preuve de capacités d'alternatives : par exemple, en Estonie, près de 50 000 personnes se sont mobilisées en 2008, et chaque année depuis lors, pour collecter des milliers de tonnes de déchets ; en Serbie, une commune rurale a mis en place au début de 2016 un programme d'agriculture biologique associé à un système de traitement des eaux usées ; en Arménie, les agricultrices de quatre villages se forment à l'agriculture biologique, à la gestion de coopératives agricoles et à l'agrotourisme pour rendre viable le maintien des populations dans les zones rurales.

Ces initiatives mobilisent des acteurs fort divers : d'abord des ONG et réseaux citoyens, engagés dans des actions non violentes, plutôt jeunes et avec un équilibre de genres remarquable, mais évidemment très minoritaires dans les sociétés concernées même si leur visibilité croît sur le moyen terme ;

mais aussi des acteurs de l'économie sociale et solidaire, des collectivités territoriales, voire des entreprises privées récompensant par exemple des inventions « alternatives ».

Comment analyser ce phénomène ?

A. T. : Au bout du compte, malgré les handicaps hérités d'un passé qui reste souvent pesant, les situations sociales le plus souvent très difficiles, la corruption et l'autoritarisme, les appétits financiers et parfois mafieux, on voit apparaître une « sensibilité écologique » (notamment dans les « classes moyennes urbaines émergentes ») qui produit des

initiatives et des mobilisations certes le plus souvent ponctuelles ou minoritaires, mais qui ne sont plus si éloignées de celles que connaît l'Europe occidentale.

J.-P. D. : C'est sûr, mais si les sociétés civiles interviennent en effet de plus en plus, ce qu'Amartya Sen avait noté en Inde il y a déjà un quart de siècle est vrai dans toute la zone dont nous avons parlé : la question démocratique est aujourd'hui l'obstacle principal à franchir et la condition de toute transition effective vers un « développement » réellement « durable ».

Tchernobyl est un arbre qui pousse

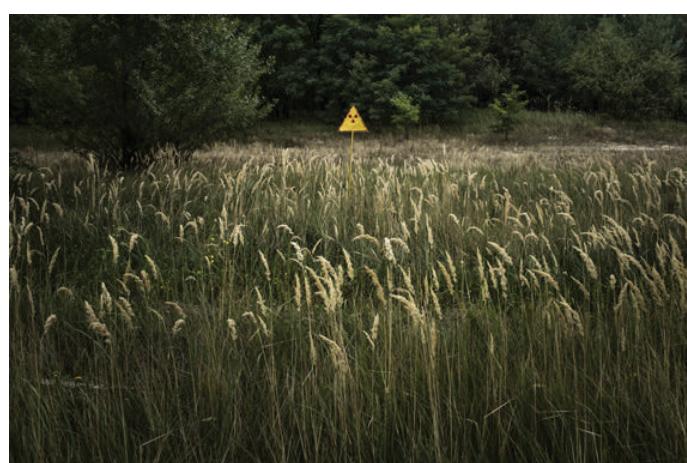
Par Camille Coatalem-Serikoff

La catastrophe de Tchernobyl n'a pas eu lieu, elle a toujours cours – on ne peut parler de Tchernobyl au passé, car c'est un arbre qui continue de pousser mais de pousser en étant malade. Tchernobyl est un mot, un lieu, une ville, un moment, un complexe industriel mais aussi et surtout une catastrophe. Le 26 avril 1986 à 1h23, une série d'explosions détruisit le réacteur numéro 4 de la centrale Vladimir Illitch Lénine de Tchernobyl en Ukraine. L'équivalent de 500 bombes atomiques d'Hiroshima sont alors projetées dans l'atmosphère. Cet accident est devenu la plus grande catastrophe technologique du XX^e siècle.

Le 29 avril 1986 en Pologne, en Allemagne, en Autriche et en Roumanie, un haut niveau de radiation fut enregistré suite à l'explosion.

Le 30 avril en Suisse et Italie du nord. Le 2 mai en France et en Grande Bretagne. Le 3 mai en Israël, au Koweït, en Turquie, le 4 mai en Chine, le 5 en Inde et le 7 mai au Canada et aux États-Unis. Tchernobyl est devenu un problème pour le monde entier en quelques jours¹. Le nuage radioactif a parcouru plus de 200 000 km, mais le Belarus, l'Ukraine et la Russie restent les pays les plus touchés.

Lorsque l'explosion s'est produite, le vent a soufflé en direction du Belarus, voisin de l'Ukraine. Pour le pays c'est un désastre à l'échelle nationale. Durant la Seconde guerre mondiale, les nazis avaient détruit 619 villages et exterminé leur population. À la suite de Tchernobyl, le pays en perdit 485. La guerre tua 1 Biélorusse sur 4, aujourd'hui 1 sur 5 vit dans une région contaminée, et cela concerne 2 millions de personnes dont 700 000 enfants. Les radiations constituent la principale source de déficit démographique. À la suite d'influence permanente de petites doses de radiation le nombre de personnes atteintes, au Belarus, de cancers, d'arriération mentale, de maladies nerveuses et de mutations génétiques, s'accroît chaque année.



Une photographie du photoreportage *L'Ange blanc* de Niels Ackermann
Pour en savoir plus, voir p. 25.

© Niels Ackermann / L'Ange blanc / Noir sur Blanc / Lundi 13

1. Christine Bernard-Sugy, « *La supplication : Tchernobyl, chronique du monde après l'apocalypse* », France Culture, diffusée le 24 mai 2011.

L'explosion de Tchernobyl résulte d'une expérimentation programmée qui n'a rien à voir avec un accident industriel fortuit. Dans la journée du 25 avril, sur demande de Moscou, le personnel de la centrale s'apprêtait à arrêter le réacteur pour des travaux de maintenance périodique. Avant de procéder à l'arrêt, le personnel était censé réaliser une expérience pour étudier comment l'électricité résiduelle produite par la rotation des pales des turbines pourrait être utilisée en cas de panne électrique générale. Il s'agissait d'envisager une situation « extrême » où une coupure d'électricité et une rupture du conduit d'eau entourant le réacteur se produiraient simultanément². Plusieurs théories sur les causes de l'accident ont été avancées. Comme le souligne Galia Ackerman, journaliste russe dans son ouvrage *Traverser Tchernobyl*, l'une d'elles met en cause le personnel de la centrale et les erreurs commises lors de cette expérience³. Une autre hypothèse fait porter la responsabilité du drame sur la conception même du réacteur, qui devient instable sous certaines conditions. Certains ont fait des parallèles entre l'accident nucléaire de Tchernobyl et l'avènement de la chute de l'URSS, en y voyant la fin d'un régime qui ne contrôlait plus son système, ni même ses technologies.

Face à la catastrophe, les autorités soviétiques ont préféré garder le silence, mettant en danger la population. Pripiat, où vivait la plupart du personnel de la centrale, se situait à trois kilomètres de la centrale nucléaire de Tchernobyl et incarnait la ville modèle dans la propagande officielle et l'aboutissement de ce que le système communiste pouvait produire de mieux, c'est-à-dire un homme nouveau dans un monde nouveau. Mais Tchernobyl a créé l'enfer et non pas le paradis. L'évacuation de la ville, qui comptait 48 000 habitants, n'a eu lieu que le 27 avril en début d'après-midi, c'est-à-dire un jour et demi après l'explosion. Le monde ignorait encore à cette date toute la tragédie. L'alerte est donnée seulement deux jours plus tard, le 28 avril, par la Suède qui observe un taux inhabituel de radioactivité. L'agence de presse officielle soviétique TASS publie alors un bref communiqué au journal télévisé le lundi 28 avril. L'enquête portant sur les causes de l'accident progresse et les explications s'affinent, mais on accuse toujours le coup, le personnel a enfreint les règles. Le système lui-même n'est en aucun cas mis en cause. Si les autorités soviétiques admettent qu'il était nécessaire d'accroître les mesures de sécurité dans les centrales nucléaires, à aucun moment elles n'ont accepté de remettre en cause le

développement de l'énergie atomique en URSS⁴. Les informations sur l'accident et les conséquences des radiations sur la santé de l'homme se multiplient, mais toujours en affichant une sérénité à toutes épreuves : « *Les entreprises, les kolkhozes, les sovkhozes et les administrations fonctionnent normalement. La situation radioactive à la centrale de Tchernobyl et aux alentours s'améliore. L'état de l'environnement sur le reste du territoire de la région de Kiev et de la ville elle-même n'inspire pas de craintes. La qualité de l'eau potable et de l'eau des fleuves et rivières est conforme aux normes. L'état de l'environnement est surveillé en permanence* » (TASS, 30 avril 1986).

Si la situation radioactive « s'améliore » ou du moins devient contrôlable, c'est qu'entre 500 000 et 800 000 personnes (selon les estimations) ont travaillé pour éteindre l'incendie, éviter une seconde explosion, construire le premier « sarcophage » et décontaminer le territoire durant les sept mois qui ont suivi l'explosion. Ces liquidateurs étaient soldats, pompiers, ouvriers, mineurs, électriciens, ingénieurs... Mal protégés contre les émanations hautement radioactives, beaucoup ont payé très cher leur dévouement. Les statistiques ont montré que leur espérance de vie oscillait entre 50 et 55 ans. Beaucoup sont morts durant les deux mois qui ont suivi, absorbant des doses mortelles de radioactivité. Les cancers et les syndromes d'irradiation aiguë sont des conséquences directes liées à l'irradiation, mais on dénombre de nombreuses autres conséquences indirectes, comme le vieillissement prématuré ou les maladies cardiaques. En Ukraine, 125 000 liquidateurs seraient décédés et 90 % des survivants sont malades, selon le président de l'association, Enfants de Tchernobyl Belarus, Yves Lenoir⁵. Le rapport officiel prétend qu'il y a eu 40 morts, les chiffres officieux, eux, parlent de 400 000 morts. Ces premières victimes qui se sont sacrifiées ont montré au monde combien le nucléaire était dangereux pour l'humanité.

Aujourd'hui les villes évacuées, comme Pripiat, sont débarrassées du bruit, de l'agitation, de leurs habitants, vidées de leur énergie, ce sont des villes fantômes, des « Pompéi soviétiques »⁶. Pripiat fait partie de l'une de ces destinations phares que l'on appelle aujourd'hui le tourisme de catastrophe. Les visites de la ville et des zones alentour sont brèves et minutieusement encadrées. Chaque année environ 18 000 touristes se rendent dans la zone contaminée, attirés par l'atmosphère apocalyptique de la ville post-industrielle restée

2. Galia Ackerman, *Traverser Tchernobyl*, Premier Parallèle, 2016.

3. *Ibid.*

4. Irène Commeau-Rufin, « La catastrophe de Tchernobyl, miroir de la presse soviétique », *Politique étrangère*, n° 3, 1986, pp. 711-726.

5. F. M., « Les liquidateurs sacrifiés de Tchernobyl », *Le Parisien*, 15 mars 2011, disponible sur : <http://www.leparisien.fr/tsunami-pacifique/les-liquidateurs-sacrifies-de-tchernobyl-15-03-2011-1359377.php>

6. G. Ackerman, *Traverser Tchernobyl*, op. cit.

intacte. Armé de son compteur Geiger et de sa tenue de protection, on parcourt la ville avec ses immeubles, ses bâtiments administratifs, ses parcs et sa grande roue, on peut alors voir de ses propres yeux à quoi ressemble la vie après une catastrophe nucléaire, une vie à la fois sauvage, triste et paisible.

Si la ville de Pripiat est désertée, celle de Tchernobyl est toujours habitée. Lassées de leur exil forcé, entre 4 000 et 5 000 personnes y sont revenues et y vivent par intermittence en étant laissées à leur sort, sans aide matérielle de la part de l'État. Revenir dans cette ville, dans leur ville avait un sens malgré la contamination de l'environnement. Alors comment vit-on depuis et à Tchernobyl ? On peut acheter une maison en relativement bon état pour 500 dollars. Effectivement, la terre n'est pas chère, mais on sait aujourd'hui pourquoi. Comment vit-on quand la terre contaminée a été elle-même enterrée dans la terre, quand on lave des dizaines de fois les aliments avant de les manger et lorsqu'on lave les bûches avant de les brûler ?

Tchernobyl est un processus qui s'est développé dans la nature et dont les pathologies et les conséquences qui en découlent sont environnementales, écologiques, sanitaires, politiques, mondiales et à la fois individuelles. Après trente années passées, on peut déjà voir ce que devient ce territoire irradié pour trois siècles. Après chaque inondation, chaque tremblement de terre, chaque guerre, une reconstruction est possible, mais ce n'est pas le cas après une catastrophe nucléaire⁷. Les terres touchées par les radiations sont impropre à l'agriculture et dangereuses pour la santé. Les tentatives de réponses et de compréhension de la catastrophe sont vaines, car Tchernobyl a atteint une telle sophistication de l'horreur. On ne s'y approche pas sans mourir.

Cette zone, où la radioactivité est omniprésente, exerce une attirance non seulement sur les curieux, mais aussi sur des écrivains, des photographes, des metteurs en scène, des réalisateurs, et même des concepteurs de jeux vidéo. On connaît le

célèbre jeu vidéo « S.T.A.L.K.E.R: Shadow Of Chernobyl » qui nous plonge dans la zone contaminée, où l'on découvre les effets radioactifs dévastateurs en faisant face aux mutants que l'on doit exterminer. Le septième art s'est lui aussi emparé du sujet avec notamment le très beau film de Michale Boganim, *La Terre outragée* (2012), qui s'imprègne directement des faits et relate le désastre et la souffrance personnelle d'une vie brisée par la radioactivité. Enfin, et pour ne citer qu'elle, la photographe Anaïs Tondeur s'est intéressée non pas aux conséquences des retombées radioactives sur l'homme, mais sur l'eau et sur les plantes⁸. Déformée, abîmée, la flore a aussi souffert et porte en elle des traumatismes. Avec ses clichés en très gros plan, Anaïs Tondeur analyse les empreintes de la radioactivité, interrogeant ainsi les stigmates d'une catastrophe et les traces d'une substance invisible, inodore, et sans saveur.

La catastrophe de Tchernobyl doit nous éclairer dans nos choix et nos rapports aux techniques et aux techno-sciences d'aujourd'hui. Tchernobyl n'est pas seulement un événement de la période soviétique rattaché au passé, c'est aussi un début et une continuité des catastrophes nucléaires. Avant, il y a eu Maïak en URSS (1957) après il y a eu Fukushima au Japon (2011). Ces catastrophes doivent nous inciter à prendre en compte les causes et les conséquences de ces accidents, car c'est bien de nos sociétés et de notre avenir dont il y est question. Mais quelles conséquences l'humanité semble tirer de ces tragédies, lorsque l'on sait que la Russie est en train de construire une nouvelle centrale nucléaire au Belarus ? On comprend bien que Tchernobyl n'est que le début d'une histoire qui va s'étendre dans le temps et dont la fin ne se profile pas à l'horizon de notre époque.

7. *Idem.*

8. Voir le site web : <http://www.anais-tondeur.com/projects/chernobyl-s-herbarium--text/>.

De l'écologie officielle à la contestation des pouvoirs : la Russie à la croisée des chemins

Par **Éva Bertrand**, chercheur associé au CERI, directrice adjointe du Centre d'études franco-russe (Moscou) et **Laurent Coumel**, chercheur au Centre d'études des mondes russe, caucasiens et centre-européen (CERCEC, CNRS)

La forêt, et plus largement la protection de la nature, sont des objets de mobilisation anciens en Russie. Les premières organisations écologistes russes ont vu le jour dès la fin de la période tsariste dans le sillage de mouvements équivalents en Europe et aux États-Unis. Durant tout le XX^e, la thématique a été portée par les scientifiques y compris sous Staline, mais plus encore après la mort de celui-ci et le relatif Dégel qui touche alors plusieurs secteurs de la vie culturelle et sociale du pays¹. Dès avant la fin de l'URSS en 1991, l'écologie devient une « oasis de la critique autorisée » selon Jean-Robert Raviot, auteur d'une thèse pionnière sur le sujet². Si la *glasnost* et les catastrophes de la décennie 1980 ont placé l'environnement au centre de l'espace politique et médiatique soviétique tardif, après 1989, l'écologie, en concurrence avec d'autres thématiques, et notamment les difficultés économiques, est progressivement marginalisée et de plus en plus réprimée au nom des intérêts de la puissance russe³. Quelles formes prend le mouvement vert en Russie aujourd'hui, et en quoi reflète-t-il les ambiguïtés de l'héritage soviétique ? Dans un ouvrage récent, la politologue Françoise Daucé a qualifié de « paradoxale oppression » l'attitude du pouvoir actuel qui, entre

négociation et coercition, a voulu à la fois encourager et contrôler la société civile russe⁴. Comment s'articulent initiatives d'en bas et injonctions ou pressions d'en haut sur les questions environnementales ?

Un mouvement écologiste historiquement fort mais politiquement faible

À partir de 1956 et du 20^e Congrès du PCUS, la protection de la nature connaît un premier essor. Elle suscite la mobilisation d'institutions et de personnalités à la fois scientifiques, littéraires et artistiques, ainsi que des étudiants. C'est en effet dans les universités que sont lancées les premières organisations semi-autonomes de défense de l'environnement, à savoir les brigades de protection de la nature (druzhina po okhrane prirody ou DOP) dont la première fut fondée en 1960 à la faculté de biologie de l'Université de Moscou, avant d'être imitée dans plusieurs grandes villes de toute l'Union soviétique. Ces « compagnies », si on veut respecter l'origine médiévale et militaire du terme, nées sous l'impulsion d'enseignants et de membres du Komsomol, organisation de jeunesse communiste dont elles dépendaient officiellement, s'inscrivaient dans la loi (pour la Russie seule) de 1960 dont l'impact concret fut par ailleurs à peu près nul – elle listait les catégories d'éléments naturels à préserver, et prévoyait un renforcement du contrôle citoyen dans ce domaine. Les rapports entre autorités et défenseurs de l'environnement sont pourtant loin d'être apaisés : sur le lac Baïkal, la plus grande réserve d'eau douce au monde, un projet de construction d'une usine de cellulose suscite une importante campagne publique rassemblant écrivains, journalistes et scientifiques à partir de 1958 : elle est tolérée jusqu'à un certain point, avant que la censure ne referme la fenêtre de libre discussion après la mise en service de l'usine à l'automne 1966. Ainsi s'est instaurée, dès l'époque soviétique, une forme d'activisme écologique – nettoyage d'espaces verts en ville, lutte contre le braconnage, entretien des réserves de pêche et de chasse, etc. – intégrée à l'ordre social et politique, à condition qu'elle ne le remette

1. Douglas Weiner, *Models of Nature: Ecology, Conservation, and Cultural Revolution in Soviet Russia*.

Bloomington: Indiana University Press, 1988. Pour une présentation synthétique, voir aussi : Laurent Coumel, « Par-delà Tchernobyl. Aux sources des mobilisations écologistes en Russie », *La Vie des idées*, 28 juin 2016.

URL : <http://www.laviedesidees.fr/Par-dela-Tchernobyl.html>.

2. Jean-Robert Raviot, « L'écologie et les forces profondes de la perestroïka », *Diogène*, 2001/2 (n° 194), p. 152.

3. Jean-Robert Raviot, « L'écologie aux frontières de la raison d'État en Russie ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 36, n° 1 (2005): 155-77.

4. Françoise Daucé, *Une paradoxale oppression : Le pouvoir et les associations en Russie*, Paris, CNRS, 2013.

pas en cause. D'un côté, il est possible de critiquer les dégâts locaux provoqués par une défaillance des autorités, en utilisant la presse comme caisse de résonance, comme le raconte non sans ironie la nouvelle de Vladimir Tendriakov, *Les Eaux pures de Kitej*, rédigée au début des années 1980. De l'autre, il est impossible de contester publiquement les grands projets d'aménagement tel celui d'inversion des fleuves de Sibérie et de Russie du Nord, porté par le puissant ministère des Eaux et de la Bonification à partir de 1973, et officiellement lancé en 1978, ou encore la mise en valeur des Terres non noires au moyen de grands travaux d'assèchement des tourbières, en Russie européenne, ou la construction du tronçon ferroviaire Baïkal-Amour en Sibérie, dans des zones sauvages jusque-là préservées. Autrement dit, l'écologie a droit de cité en tant que promotion d'une « protection de la nature » à dimension locale, pour dénoncer les mauvais citoyens coupables de ne pas respecter la législation, mais pas comme un moyen de contestation visant la croyance au progrès et l'objectif de maîtrise totale des éléments qui accompagnent la promesse d'avenir radieux du régime. Certes, les publications scientifiques sont nombreuses, en géographie mais aussi en biologie voire en économie, à pointer les limites du modèle de développement économique autant que la nécessité de promouvoir de nouvelles formes de protection de la nature, y compris des parcs nationaux. Mais ces publications restent confidentielles, à quelques exceptions près comme l'article du physicien de renom Piotr Kapitsa, qui écrit dès 1973 dans la *Pravda* sous le titre *Notre maison la planète Terre un appel timide à limiter la croissance*, citant le rapport des économistes du Club de Rome paru un an plus tôt.

Les choses changent à la fin des années 1980, lorsque se constitue toute une mouvance écologiste liée aux clubs politiques dits informels. En ce moment de *Glasnost'* (transparence) initié par Mikhaïl Gorbatchev et accéléré par la révélation de catastrophes dont l'accident nucléaire de Tchernobyl ou l'assèchement de la mer d'Aral, l'écologie devient un vecteur puissant de remise en cause du système soviétique⁵. Les organisations environnementales profitent de financements nationaux et internationaux pour renforcer leur influence : à la fois comme acteurs d'une société civile autonome, sur le modèle des démocraties libérales occidentales, et comme experts sollicités par les organes centraux et territoriaux du ministère de l'Ecologie – du moins jusqu'à sa suppression en 2000 peu après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. À partir de cette date, les difficultés s'accumulent pour les ONG russes :

l'affirmation d'une conception autoritaire du pouvoir par le nouveau président et son équipe change la donne aussi en matière environnementale. Le coup majeur porté au mouvement vert russe est l'échec de la campagne de pétition visant à bloquer la loi autorisant l'importation de déchets nucléaires afin de les retraitre sur le territoire russe⁶. Il s'agit d'un tournant dans la mesure où aucune autre campagne nationale unissant la quasi-totalité des écologistes russes n'a été lancée depuis. Les ressources s'atténuent, surtout depuis la loi de novembre 2012 sur les « agents étrangers », terme qui (dis)qualifie les associations recevant un financement depuis un autre pays. Suivant une dynamique observée dès la fin des années 1990, les mobilisations locales prennent à nouveau le pas sur les questions nationales⁷. Les incendies qui, à l'été 2010, ravagent plus d'une dizaine de régions changent toutefois la donne.

Les incendies de 2010 et l'émergence d'une nouvelle forme d'action collective

Internet ouvre alors la voie à une autonomisation informationnelle et opérationnelle de la population face à la catastrophe et à une action collective solidaire contre les incendies. Les réseaux sociaux, les blogs et les forums en ligne sont utilisés pour échanger sur la situation dans les régions sinistrées, les besoins des habitants et l'organisation d'activités de lutte contre les feux indépendantes de celles des gouvernements. La catastrophe suscite chez les internautes le développement de formes de sociabilité solidaires, dans un premier temps orientées vers le partage d'informations.

Celui-ci prend deux grandes directions : l'analyse et le suivi des feux, de même que la coordination de l'aide d'urgence. Les internautes utilisent la communication en ligne pour suivre l'évolution des feux et en évaluer l'étendue au moyen de cartes localisant les incendies, développées soit par des opérateurs privés, soit par des blogueurs. Ces cartes, basées à la fois sur des relevés satellite, des données mises en ligne à travers le monde et des informations fournies par les habitants des régions affectées et les volontaires déployés sur place, permettent d'évaluer l'évolution des feux, l'état des routes, ou encore les besoins des sinistrés. Elles participent, en cela, au deuxième principal usage fait d'Internet à l'été 2010 : la coordination de l'aide apportée aux victimes des incendies. Internet a, en effet, servi de plateforme de mise en contact, de façon quasi simultanée, des victimes et des volontaires. Les premiers ont pu faire connaître

5. Marie-Hélène Mandrillon, « L'écologie, vecteur de l'ouverture de l'espace public », dans Jean-Robert Raviot (dir.), URSS : fin de parti(e). Les années perestroïka, 2011, pp. 60-69.

6. Armelle Groppo, « Un référendum "vert" en Russie ? », *Diogène* n° 194, n° 2, 2001, 160-74.

7. Laura Henry, *Red to Green: Environmental Activism in Post-Soviet Russia*. Ithaca, NY: Cornell University Press, 2010.

leur situation et leurs besoins, tandis que les seconds ont pu faire entendre leur volonté d'agir, soit directement sur le terrain de la catastrophe, en participant par exemple à la lutte contre les feux, soit à distance, en envoyant une aide matérielle ou financière. Les incendies font ainsi émerger trois groupes d'internautes mobilisés : des activistes (*aktivist*), assurant la coordination des actions de lutte contre les feux, souvent détenteurs d'un blog ou modérateurs d'un forum en ligne, des volontaires (*dobrovolets*) qui participent à la lutte contre les feux dans les régions sinistrées et des philanthropes (*blagotvoritel'*) qui participent à la lutte contre les feux et l'aide aux sinistrés en envoyant des biens matériels, des vêtements, de la nourriture, ou de l'argent. Mais ces rôles sont fréquemment entrecroisés : les activistes sont aussi des volontaires et les volontaires des philanthropes. Les cartes interactives et nombre de blogs permettent de coordonner ces différentes formes d'actions et de faciliter leur mise en place. Outre le recrutement de volontaires et la récolte d'aide, il s'agit d'en organiser le déploiement et le suivi. Les questions relatives au transport des volontaires se rendant dans les régions en proie aux flammes, leur ravitaillement ou leur logement, sont discutées en ligne et trouvent des issues grâce à des internautes proposant leur véhicule, leur logement ou encore leur cuisine. Des réseaux d'internautes mobilisés à la fois horizontaux – sans structure hiérarchique et rapports de subordination – et flexibles – l'engagement pouvant être épisodique ou continu – se forment pour venir en aide aux victimes des feux. Ces réseaux permettent notamment la coordination de l'activité des forces non gouvernementales, la formation et le renforcement d'un sentiment d'identité collective et la réduction de la dépendance d'une part non négligeable de la population à l'égard de l'État et des médias officiels.

Les incendies de l'été 2010 ont donc engendré une vague d'activité citoyenne, massive et indépendante du gouvernement, sans précédent dans la Russie contemporaine. Les individus se sont mobilisés en raison de l'effroi suscité par la catastrophe, de la volonté d'aider les victimes et de l'idée que l'effort des structures gouvernementales ne suffisait pas à assurer la lutte contre les feux et l'aide aux sinistrés. Cette mobilisation a réuni des individus aux profils variés des « activistes de longue date » aux « individus qui refusent habituellement toute forme de mobilisation », et ce indépendamment de leur statut social, de leur lieu de vie ou de leur positionnement politique. Il s'agit en majorité de citoyens au « profil social moyen », parmi eux : des fonctionnaires municipaux et gouvernementaux, des employés de

l'éducation nationale, des musiciens, des journalistes, des employés de bureau, des professions libérales. Dans un contexte où les ONG peinent souvent à recruter des volontaires pour leurs actions de solidarité, les nouveaux volontaires de l'été 2010 sont, pour la plupart, libres de toute appartenance ou adhésion à une organisation préexistante à la catastrophe. Une mobilisation horizontale et ponctuelle s'est réalisée autour des pôles d'échanges ouverts par les blogueurs. Internet a fait des volontaires des acteurs de la réponse à l'urgence. Cette communication non gouvernementale tend, ainsi, à faire du citoyen un acteur à part entière de la gestion de l'urgence. À l'été 2010, la blogosphère s'est mobilisée en faveur d'une meilleure diffusion des informations relatives à la catastrophe, dans le cadre d'une organisation pleinement indépendante des organisations d'État et des médias traditionnels, ainsi que le souligne le directeur d'une association de protection de la nature de la région de Nijni-Novgorod : « *les incendies ont montré que les citoyens étaient capables de s'organiser eux-mêmes sans aucun soutien des structures publiques* ». La catastrophe de 2010 est, en cela, productrice d'une communauté de pratiques, mue par un objectif commun, sans dirigeants et en dehors de l'État, mais qu'en est-il depuis ?

Des mobilisations locales de plus en plus politisées : le cas de la région de Moscou

Plusieurs conflits locaux ou régionaux liés à la question forestière et à la lutte contre les incendies ont confirmé l'émergence d'un nouveau mouvement vert indépendant du pouvoir, mais aussi la capacité de ce dernier à le contenir, y compris par la force brutale. L'opposition à la construction d'une voie rapide reliant Moscou à Saint-Pétersbourg a suscité l'une des plus importantes mobilisations citoyennes de protection de la nature de la première décennie 2000, rappelant, toutes choses égales par ailleurs, la défense du lac Baïkal dans les années 1960. Tentant d'interpeller les gouvernements, le mouvement de défense de la forêt de Khimki a organisé de nombreuses actions collectives pour protester contre la réalisation du projet d'autoroute (manifestations, pétitions, lettres aux institutions et dirigeants fédéraux et internationaux, blocages des engins de travaux, occupation des bâtiments de l'administration municipale, etc.)⁸. Une nouvelle étape a été franchie dans la politisation de ce mouvement quand sa figure de proue, Evguénia Tchirikova, s'est portée candidate à la mairie de la ville de Khimki en 2009 puis en 2012, sans succès. Le mouvement

8. Myriam, Désert, « Comment les « nouveaux citoyens » russes ont inventé leur Printemps », *La Documentation française*, Pages Europe, 5 mars 2012. URL : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000466-comment-les-nouveaux-citoyens-russes-ont-invente-leur-printemps-par-myriam-desert/article>.

a néanmoins perduré et fin août 2010, un concert-meeting pour la défense de la forêt de Khimki réunissant des artistes symboles de la perestroïka tels le groupe de rock DDT et son chanteur Iouri Chevtchouk, s'est tenu à Moscou, sur la place Pouchkine. L'année suivante, un camp d'été s'est tenu à Khimki avec des forums et des ateliers militants, intitulé « Antiseliger ». Plus qu'un simple meeting écologiste, il évoque par son titre même l'événement organisé chaque été depuis 2005 par l'organisation de jeunesse du parti présidentiel Russie Unie, au lac Seliger, entre Moscou et Saint-Pétersbourg. La présence de figures de la société civile (de l'avocat Alekseï Navalny aux féministes Pussy Riot, en passant par le journaliste Oleg Kachine, passé à tabac quelques mois plus tôt alors qu'il enquêtait sur le projet autoroutier) et de l'opposition politique (y compris Boris Nemtsov), le parrainage de l'événement par l'historienne militante des droits de l'homme et ancienne dissidente Lioudmila Alekseyeva, donnent à l'événement un retentissement important, même s'il est peu couvert par les grands médias.

Malgré la simultanéité des phénomènes, l'existence de liens entre les citoyens mobilisés pendant les incendies et ceux défendant la forêt de Khimki est difficile à établir. Les deux types de mobilisations divergent : l'une liant écologie et politique avec l'ambition de poursuivre une action politique, l'autre dissociant écologie et politique et se concentrant sur la réalisation d'actions concrètes sans volonté de modifier le système en place. Cette seconde matrice reste féconde pour d'autres mobilisations ponctuelles qui ne visent pas forcément une traduction politique, même si parfois elles conduisent les acteurs à durcir leur discours face aux méthodes du pouvoir. C'est le cas de l'engagement d'étudiants de la DOP de l'Université de Moscou à partir de 2010, année de la réactivation de son blog et de son arrivée sur les réseaux sociaux. Au départ, il s'agit pour les jeunes activistes d'organiser une brigade de lutte anti-incendies quasi-professionnelle dans un espace protégé (zakaznik) de la région de Moscou où la DOP est présente depuis la période soviétique, une zone humide particulièrement importante pour les oiseaux migrateurs. Bientôt, les activistes en viennent à s'opposer frontalement à un projet controversé d'ennoiement d'une partie de ce territoire, qui mettrait en péril son rôle biologique. Alors que les étudiants n'ont nullement cherché à transformer en campagne contre le pouvoir leur revendication écologique, c'est la réponse des autorités, intéressées dans le projet pour des raisons économiques, qui va politiser le conflit. En mars 2014, alors que la directrice du zakaznik a déjà interpellé dans la presse indépendante les autorités fédérales, la DOP qui a lancé plusieurs actions en justice se voit accuser par le ministre régional de l'Écologie, dans une lettre adressée au recteur de

l'Université de Moscou, d'« extrémisme » et... d'appartenance à Greenpeace – autrement dit, une ONG dont la maison-mère n'est pas russe et qui s'apparente à un « agent étranger » dans la nouvelle législation russe. Dans leur réponse, les étudiants moscovites s'appuient sur le droit en vigueur (y compris, indirectement, la loi de 1960), pour démontrer l'argumentation adverse en affirmant la légitimité de leur action. Après plusieurs mois d'une tension palpable et sans doute d'une hésitation au sommet de l'État, ils obtiennent gain de cause : le projet de digue est suspendu, le ministre régional finissant par démissionner en avril 2015.

Avril 2015 marque aussi l'annonce par Evguénia Tchirikova, devenue une figure majeure de la lutte écologiste sur tout le territoire russe, de son exil hors de Russie, notamment dans le but de « protéger ses enfants » des conséquences possibles des chicaneries et tentatives d'intimidation à son encontre (y compris des lettres anonymes). Au passage, elle expliqua l'acharnement des autorités à l'égard des activistes écologistes par le fait que la Russie est un « État rentier » dont l'oligarchie vit principalement de ses ressources naturelles. Quelques mois plus tard, dans les rues de Moscou, on put voir de grands panneaux réalisés pour le Front populaire panrusse (FPA), appelant à la constitution d'un « bouclier vert » autour de Moscou, reprenant l'idée de « ceinture forestière » elle-même mobilisée par les défenseurs de la forêt de Khimki pendant des années. Alors même que l'autoroute entrait en service, la cause écologiste se trouvait ainsi l'objet d'une récupération grossière par les autorités, suivant le schéma habituel en régime autoritaire des GONGOs (ONG contrôlées par le gouvernement ou ses soutiens), le FPA ayant été créé en 2011 à l'initiative de Vladimir Poutine. En juillet 2016, cette organisation se targue d'avoir été à l'initiative, grâce à une pétition « ayant rassemblé plus de 100 000 signatures en un mois », de la promulgation par le président Poutine d'une disposition inscrivant dans la loi le principe de « boucliers verts » autour des grandes villes. On peut y voir l'arbre qui cache la forêt. Mais certaines branches n'ont-elles pas tendance, spontanément, à repousser librement ? Alors que les ONG se trouvent souvent en grande difficulté, le pouvoir, en cherchant à cantonner les mobilisations environnementales, a contribué à les politiser davantage. L'environnement n'a pas fini de jouer un rôle de levier et de catalyseur dans le réveil d'une opinion publique autonome en Russie. Les violences dont ont été victimes des pompiers bénévoles de Greenpeace au sud du pays, en septembre 2016, avant d'être accusés d'être des envoyés de l'ambassade des États-Unis dans la presse nationale, rappellent aussi que les écologistes risquent leur vie dans ce contexte.

Ukraine : « La ruée vers l'ambre »

Par Anna Garmash, présidente de l'association Ukraine Action

Pour voir des paysages lunaires, il ne faut pas aller très loin. À deux heures d'avion de Paris, en Ukraine, il s'agit d'un phénomène de plus en plus fréquent surtout dans les régions de Volhynie, de Rivné et de Zhytomyr. Il n'est pas question d'une formation géologique naturelle qui aurait le potentiel d'attirer des touristes, mais des conséquences d'une exploitation illégale de l'ambre. Cette exploitation, qui dure depuis les années 1990, a pris un tournant dans les dernières années dû à la montée des prix de l'ambre. Réalisée de façon illégale, elle a des impacts néfastes sur l'environnement, notamment les forêts et résulte du chômage structurel dans les régions concernées.

L'Ukraine possède aujourd'hui une des plus importantes réserves d'ambre d'Europe. Les entreprises ukrainiennes ayant des licences officielles pour l'exploiter produisent environ 4 tonnes d'ambre par an. Néanmoins, cela n'est qu'une infime partie de l'ambre réellement exploité dont on estime la quantité à environ 120 à 300 tonnes par an et ce selon des estimations basses. Étant donné que cette exploitation se fait de façon illégale et non contrôlée par l'État, les vrais chiffres sont en effet très difficiles à établir. L'ancienne ministre déléguée de l'environnement et des ressources naturelles, S. Kolomets, indiquait que les revenus du marché illégal de l'ambre en Ukraine pouvaient être estimés à 300 millions de dollars¹. Ceci constitue une tentation de taille pour les exploitants illégaux.

Officiellement seulement six sociétés possèdent aujourd'hui des licences d'exploitation de l'ambre : deux d'entre elles sont privées et les autres publiques. Ces dernières soit ne fonctionnent pas actuellement pour des raisons bureaucratiques soit ont fait faillite.

L'essentiel des réserves d'ambre de l'Ukraine se trouve dans les régions de Rivné, de Zhytomyr, et de Volhynie, territoires qui connaissent un niveau important de chômage en zones rurales.

Extraire de l'ambre...

Les activistes et écologistes exigent un arrêt immédiat de l'exploitation sous la forme qu'elle prend aujourd'hui car elle aboutit à une destruction incontrôlée de la forêt et des sols, dont le renouvellement nécessite des dizaines d'années. Selon P. Testov, écogiste de l'organisation « Écologie, Droit, Homme », certains terrains ne devraient pas être exploités du tout, même légalement, car la biodiversité ne pourrait y être rétablie qu'après plus d'une centaine d'années². Dans les forêts où l'ambre est exploité à l'aide de pompes, les arbres courrent un risque d'assèchement et de destruction, car les trous et le travail des pompes rompent l'équilibre hydraulique des sols. De nombreux animaux tombant dans les trous ne peuvent en sortir. De plus, certaines exploitations se trouvent sur des territoires de parcs nationaux tels que « Prypiat Stohid » en Volhynie, ce qui met en danger certaines espèces en voie de disparition.

Selon les experts de l'agence nationale des forêts, environ 3,5 mille hectares de forêt ont été endommagés. Le problème est lié au fait que l'essentiel de l'exploitation est réalisé avec des technologies qui ne correspondent pas aux normes et aux standards établis. Les pompes fréquemment utilisées détruisent les canaux de circulation des eaux souterraines. L'État n'exerce aujourd'hui aucun contrôle sur cette exploitation et ne réalise pas de travaux d'exploration. Par conséquent les exploitants illégaux creusent les sols de façon chaotique afin de trouver les lieux de dépôts.

Selon l'Agence nationale des forêts, il est aujourd'hui difficile de savoir comment reconstituer les sols, la faune et la flore locales, car on ne sait pas quelles sont les substances laissées dans les sols, et plus généralement dans l'environnement lors de l'exploitation sauvage.

... et exploiter la précarité sociale

Les activistes essaient d'attirer l'attention des structures étatiques sur ce problème depuis déjà plusieurs années. Cela a porté ses fruits mais les résultats réels sont discutables.

Les forces de l'ordre et la garde nationale ont été mobilisées pour patrouiller dans les lieux d'exploitation illégale, des perquisitions dans certaines exploitations ont abouti à la saisie de quelques kilos d'ambre, des procès ont été lancés, mais cela a eu in fine très peu d'impact sur le niveau général d'exploitation.

La raison en est que l'exploitation illégale pose des problèmes éminemment complexes,

1. Kateryna Odarchenko, « Les larmes d'ambre de l'Ukraine », *Liga*, le 1^{er} novembre 2016, URL : <http://blog.liga.net/user/kodarchenko/article/24628.aspx>.

2. Lilia Gryshko, « "La folie de l'ambre" peut résulter en une catastrophe écologique pour l'Ukraine », *Deutsche Welle*, le 26 février 2016.

avec des schémas mafieux qui impliquent exploitants, forces de l'ordre et responsables politiques locaux.

Dans les régions concernées, les revenus de l'ambre permettent aux exploitants souvent regroupés de s'acheter un « toit », autrement dit une protection des forces de l'ordre, voire des élus locaux qui s'engagent à ne mettre aucun bâton dans les roues des exploitants.

Le 4 juillet 2016, le procureur général, I. Loutsenko, a annoncé le lancement de l'opération spéciale « Ambre » afin de mettre en examen les membres des forces de l'ordre qui auraient pu servir de « toit » aux exploitants. Des personnes ont été arrêtées, mais sans aucun impact sur le niveau de l'exploitation.

Elle continue toujours, car le principal problème qui sous-tend le phénomène est le chômage dans les régions concernées. Dans la région de Rivné, 15 mille personnes se trouvent aujourd'hui sans emploi et n'ont aucune perspective de trouver un travail correctement payé. Les exploitants individuels n'ont pas peur de courir le risque d'être arrêtés, car la promesse de gain est considérable et leur donne la perspective de subvenir aux besoins de leurs familles. On observe des cas où les enfants s'y mettent également, alors que cette activité, certes lucrative, impacte leur assiduité et leurs résultats à l'école.

Sortir l'ambre de l'ombre

Aujourd'hui, l'état de l'exploitation de l'ambre crée une situation déplorable pour tous les acteurs : l'environnement est endommagé, les exploitants individuels ne peuvent défendre leurs droits, et l'État ne perçoit pas de revenus de cette industrie de l'ombre.

Aujourd'hui les principaux pays producteurs d'ambre en Europe sont la Pologne, les pays baltes et la région russe de Kaliningrad. Cependant, une grande partie de l'ambre acheté aujourd'hui en Pologne est en réalité de l'ambre ukrainien qui y parvient illégalement à des prix défiant toute concurrence. Étant donné la qualité des

matériaux que l'on peut trouver en Ukraine, l'État aurait tout à gagner à encadrer l'exploitation. Au-delà des ressources supplémentaires et d'une meilleure protection de l'environnement, cela permettrait à l'Ukraine de signaler l'origine des pierres précieuses et de se positionner en tant que grand fournisseur sur le marché mondial.

De très nombreuses initiatives citoyennes cherchent à régulariser la situation pour faire sortir de l'ombre l'industrie de l'ambre. Les exploitants eux-mêmes sont très souvent favorables à la légalisation et à l'encadrement de leur activité. Les gens sont prêts à accepter certaines conditions afin de verser leur contribution à l'État plutôt qu'à des groupes mafieux.

En attendant des changements, les exploitants s'imposent d'eux-mêmes et financent les travaux d'une école primaire ou bien achètent une ambulance pour l'hôpital local.

D'autres initiatives cherchent à faire en sorte que les potentiels revenus de l'ambre soient équitablement distribués entre l'État central et les régions qui devraient en profiter pour les besoins locaux, tels que les routes, hôpitaux, etc.

Le parlement ukrainien a voté un projet de loi qui vise à encadrer l'exploitation et la vente de l'ambre. Un autre projet de loi sur la légalisation des exploitants a été proposé, puis retravaillé, ce qui lui donne plus de chances d'aboutir.

Aujourd'hui le constat est unanime : aucune initiative répressive de la part de l'État à l'encontre des responsables de ce désastre écologique ne pourra aboutir tant qu'une structure légale n'est pas donnée à l'industrie de l'ambre. Un encadrement à la fois de l'exploitation, de l'achat et de la revente de l'ambre (retravaillé ou pas) est nécessaire pour permettre aux acteurs de sortir de l'ombre et leur donner une alternative à l'état actuel des choses. L'ensemble des acteurs a tout à gagner.

Dans les Balkans, le climat change et les populations suffoquent

Par Marion Dautry, diplômée de l'école de journalisme de Sciences Po et correspondante dans les Balkans pour des médias suisses et français

Cet article est publié en coopération avec



Aux portes d'une Union européenne engagée dans la lutte contre le changement climatique, les Balkans

occidentaux, pourtant bien placés pour en connaître les dramatiques conséquences, continuent d'investir massivement dans les industries polluantes.

La route entre Belgrade et Skopje est plongée dans un épais brouillard. À l'approche de la capitale macédonienne, on ne voit pas à plus de dix mètres. Le soleil à peine visible ressemble à une très lointaine ampoule

couverte de poussière. La brume est de la même couleur que la fumée qui s'échappe des pots d'échappement et à l'odeur du gazole et du charbon en combustion. Du smog, hautement chargé en particules fines.

Alors que les chefs d'État et diplomates du monde entier se penchaient récemment à Paris sur un accord pour lutter contre le réchauffement climatique, les habitants de Bosnie, de Serbie et de Macédoine vivent dans un épais smog devenu chez eux habituel. Selon le site World Air Quality Index, qui permet de consulter en direct les mesures des Agences de protection de l'environnement, la qualité de l'air allait début décembre à Belgrade et Skopje de « mauvaise » à « dangereuse ». En pleine COP21, Sarajevo, Tuzla et Zenica en Bosnie suffoquaient à travers des pics de pollution répétés.

Cela fait des années que les Balkans occidentaux souffrent de la pollution de l'air. Le problème existait déjà en Yougoslavie mais s'est largement aggravé avec son effondrement, qui s'est doublé de l'effondrement de son industrie et du niveau de vie des habitants. Ainsi en hiver en Macédoine, il n'est pas rare de rencontrer un index de qualité de l'air tournant autour de 360, quand le standard européen fixe à 50 la limite pour un air de bonne qualité. « *Cela fait 15 ans que le gouvernement promet d'améliorer la vie des gens. Mais ce ne sont que des mots. Ils n'ont rien fait depuis tout ce temps. La situation est mauvaise à Skopje, mais elle est pire ailleurs. À Tetovo, l'air est irrespirable* », commente Ibrahim, serveur dans un café de la capitale macédonienne. La petite ville située dans le nord du pays est l'une des plus polluées du monde.

Petits pas

Poussés par leurs aspirations européennes, ces pays ont déjà pris des mesures pour montrer leur bonne volonté et leur capacité de s'aligner sur l'Union européenne qui planifie une réduction de 40 % de ses émissions d'ici à 2030. La Croatie et la Slovénie, en tant que membres de l'Union européenne, sont obligées de participer aux efforts de l'UE en matière de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Leurs voisins n'ont pas ce type d'obligation, mais sont tout de même entrés dans la Communauté de l'énergie. Instituée en 2006, celle-ci a pour but d'aligner les pays limitrophes et potentiels futurs membres de l'UE sur les directives européennes, à travers notamment la création d'un marché pan-européen de l'énergie. L'un de ses objectifs, tel qu'il est décrit dans le traité, est d'*« améliorer l'efficacité énergétique et la situation environnementale liée à l'énergie de réseau, et développer les énergies renouvelables »*.

De même, à l'occasion de la COP21, l'Albanie, la Bosnie, le Monténégro, la

Macédoine et la Serbie ont chacun présenté des objectifs de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1990. « *Nous voulons montrer à la communauté internationale qu'elle peut compter sur le soutien de la Serbie pour lutter contre le changement climatique* », avait ainsi déclaré en juin Snežana Bogosavljević Bošković, ministre de l'Agriculture et de la Protection de l'environnement.

La mesure de la qualité de l'air est ainsi une nouveauté récente dans la région, tout comme l'apparition d'un début de production d'énergies renouvelables. En Serbie, la part de ce secteur dans la production nationale d'énergie est de 21 % et devrait passer à 27 % d'ici 2020. « *La Serbie et d'autres pays des Balkans occidentaux ont mis en place des politiques de promotion des sources d'énergies renouvelables, en ligne avec les directives européennes, notamment à travers un système de tarif de rachat* », c'est-à-dire de contrats privilégiés avec les fournisseurs d'énergie renouvelable, souligne pour sa part Marina Olshanskaya, conseillère technique régionale en énergie, infrastructures, technologies et transport auprès de l'ONU. Depuis l'année dernière, la municipalité de Skopje teste dans les rues de la capitale un agent composite de magnésium, calcium et acétate censé capturer les polluants de l'air. Le gouvernement a également refusé de céder aux demandes des industriels de repousser de cinq ans la date limite pour les industries polluantes de s'équiper en filtres.

Manque d'ambition

Les résultats et les prévisions sont pourtant loin des belles déclarations des dirigeants. « *La vitesse à laquelle les projets sont mis en place n'est pas aussi rapide et efficace que prévu* », poursuit Marina Olshanskaya. Elle souligne ainsi en Serbie l'absence de règlements d'application des politiques et de la législation, qui « *résulte en des complications pour les obtentions de permis et de licences* ». Ainsi, hormis dans le secteur éolien, le développement des sources d'énergie renouvelable en Serbie est loin de suivre les prévisions.

De même, les promesses de réductions des émissions de gaz à effet de serre sont critiquées par les organisations de défense de l'environnement. « *Leurs engagements climatiques actuels manquent complètement d'ambition, car ils prévoient en réalité des augmentations des émissions* », critique Dragana Mileusnić, en charge de la politique énergétique de l'Europe du sud-est pour le Réseau Action Climat (CAN) Europe. La Serbie par exemple, prévoit une réduction de 9,8 % par rapport aux niveaux de 1990. Mais par rapport à 2013, cela représente en réalité une augmentation. En effet, l'effondrement de la Yougoslavie a très durement touché l'industrie

de ces pays qui ont vu leur production globale diminuer, notamment dans les secteurs polluants. Déclarer une réduction par rapport à 1990 leur permet donc en réalité d'augmenter leurs rejets de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 2012 : +11 % en Serbie, +10 % en Bosnie-Herzégovine, +11 % en Macédoine et +9 % au Monténégro. L'Albanie est le seul pays à réellement prévoir une diminution, et conséquente, de 26 %.

Ces pays sont pourtant bien placés pour connaître et craindre les effets du réchauffement climatique. En mai 2014, des inondations d'une ampleur historique ont fait plus de 80 morts en Bosnie-Herzégovine. Avec trois mois de pluie tombés en trois jours, les dégâts matériels ont été considérables. Ces dernières décennies, les ouragans méditerranéens – comme Yvette l'année dernière – ont vu leur course déviée par le réchauffement climatique vers la région des Balkans occidentaux. 950 000 personnes ont été touchées en Bosnie en 2014, 600 000 en Serbie, où les dégâts ont coûté presque 2 millions d'euros. Selon le ministère de l'Agriculture et de la Protection de l'environnement, le changement climatique a coûté plus de 5 milliards d'euros au pays depuis 2000.

La pollution atmosphérique qui est l'une des causes principales du réchauffement climatique pose également un problème dramatique pour les politiques de santé publique. Les particules fines issues de l'industrie, mais aussi des voitures et du chauffage personnel, autres sources de pollution principales, attaquent les poumons et sont à l'origine de nombreuses maladies respiratoires. Selon l'Alliance de la Santé et de l'Environnement (HEAL), les particules fines et les rejets d'ozone ont déjà fait plus de 10 000 morts en Serbie. En Bosnie, la concentration de dioxyde de soufre dans l'atmosphère, un gaz considéré comme dangereux pour la santé, peut aller jusqu'à dépasser 1 000 microgrammes par mètre cube selon l'Institut fédéral hydro-météorologique de Bosnie-Herzégovine, quand le seuil d'alerte sanitaire est fixé à 500.

Lignite, mon amour

Difficile de croire à une amélioration prochaine de l'atmosphère et de la santé des habitants des Balkans occidentaux lorsque l'on voit que les promesses de réduction des émissions se font en parallèle d'investissements toujours plus importants dans les industries polluantes. D'après une étude de Change partnership réalisée pour l'ONG CEE Bankwatch, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, le Kosovo, le Monténégro, la Serbie (et l'Ukraine) prévoient de construire un total de 14,82 giga watts de nouvelles capacités de production dans un futur proche, principalement en utilisant des énergies fossiles et en particulier

le charbon, présent en quantité et fournissant une énergie peu onéreuse mais extrêmement polluante.

Les investissements étrangers ne manquent pas dans ce secteur. La banque chinoise Import-Export vient de placer 608 millions de dollars dans un nouveau générateur pour la centrale de Kostolac en Serbie et 833 millions de dollars pour celle de Tuzla en Bosnie. « *Les actions des leaders politiques montrent que leurs priorités sont la consolidation de leur position et les gains électoraux à court terme, et non pas les politiques de long terme. Les nouveaux investissements, même dans le charbon, rapportent toujours des points dans cette région* », déplore Dragana Mileusnić.

Et les habitants sont plutôt enclins à accepter l'arrivée de ces nouveaux investissements qui promettent avant tout des emplois à une population active dont près de la moitié est au chômage en Bosnie. De même, le charbon reste l'énergie la moins chère pour se chauffer et a ainsi connu un développement spectaculaire en Bosnie après l'effondrement de la Yougoslavie qui avait pourtant lancé une politique de promotion du chauffage au gaz dans les années 1970. « *Mais ces investissements représentent surtout un manque d'imagination, un manque de volonté politique et dans la plupart des cas, des intérêts profondément ancrés qui conduisent les contribuables à payer pour d'énormes emprunts et une augmentation des prix de l'énergie par les compagnies privées, pour souffrir ensuite du gaspillage et de la pollution* », accuse Garret Taskosic-Kelly, de l'organisation South East Europe Change.

Céder à la facilité et aux intérêts défendus par les grandes industries polluantes est pourtant un pari qui ne pourra se révéler gagnant à l'avenir. Les pays des Balkans occidentaux ont tous officiellement vocation à intégrer dans un futur plus ou moins lointain l'Union européenne. Cela signifiera s'aligner sur ses normes énergétiques et environnementales. Développer aujourd'hui les énergies polluantes entraînera donc un coût plus important à l'avenir pour se mettre aux normes. La protection de l'environnement est déjà l'un des champs les plus complexes de l'intégration européenne : près d'un tiers des lois à transposer dans le droit national et d'importants investissements à réaliser. Les Balkans ont donc tout intérêt à prendre de l'avance.

Une richesse qui attend d'être exploitée

Le potentiel pour un changement complet de politique ne manque pourtant pas dans la région. « *Les pays des Balkans occidentaux font partie des pays les moins efficaces de l'OCDE en termes d'efficacité énergétique et les plus intensifs en carbone. La Serbie et la*

Bosnie ont ainsi une économie d'une intensité carbone deux fois supérieure à la moyenne de l'OCDE. Il y a beaucoup de place pour l'amélioration dans ce domaine », souligne Marina Olshanskaya.

Surtout, la région est particulièrement riche en sources d'énergie renouvelable. L'énergie solaire serait ainsi facilement exploitable en Albanie et au Monténégro, les biomasses et les bioénergies présentent un fort potentiel en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine et en Serbie. La côte adriatique et la Voïvodine serbe sont de parfaits emplacements pour le développement de l'éolien. Des centrales hydrauliques pourraient être installées dans de nombreux endroits de la région. L'Albanie tire déjà 99 % de son énergie de l'hydroélectricité. Mais le pays, touché par la sécheresse apportée par le réchauffement climatique doit maintenant diversifier son mix énergétique et remettre en état des installations construites dans les années 1970. Comme les autres pays, elle se trouve donc face à un choix qui engagera tout son futur et pourrait céder à la même tentation que ses voisins.

L'enjeu est également important pour continuer à attirer les investissements étrangers. « *Même la Chine a fait des pas significatifs vers les énergies renouvelables, autant entre ses frontières qu'à l'international. Les pays d'Europe du sud-est devrait garder cela à l'esprit et ne pas être surpris si le pays décide de se retirer de projets d'exploitation du charbon* », analyse Dragana Mileusnić. De même, c'est dans les énergies renouvelables que l'Union européenne est prête à investir tandis qu'elle sera de moins en moins encline à importer de l'énergie issue d'industries polluantes.

La société civile à mobiliser

À l'occasion de la COP21, SEE Change a réuni les données de plus de cinquante ONG et organismes spécialisés pour créer un modèle

de simulation sous forme de jeux vidéo, le 2050 Carbon Calculator, qui permet de tester les possibilités et les effets d'une politique tournée vers les énergies renouvelables dans chacun des pays des Balkans occidentaux. « *Notre modèle montre qu'il est techniquement possible de se conformer à la volonté européenne de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 80 % d'ici 2050 et de le faire pour presque le même coût que la politique actuelle. Il permet aussi de voir ce qu'il conviendrait de faire : beaucoup plus d'efficacité énergétique et d'économies et beaucoup moins de charbon* », décrut Garret Tankosić-Kelly.

« *Il y a un manque de conscience publique et de consultation des citoyens dans ce domaine. Notre modélisation a été créée pour ouvrir le dialogue* », poursuit-il. Le jeu, accessible à tous sur Internet dans les langues des pays concernés et en anglais, a pour but de toucher les décideurs politiques mais aussi les citoyens qui peuvent tester les effets d'investissements dans l'efficacité énergétique et la lutte contre le gaspillage ou dans les secteurs tels que l'éolien ou les biomasses sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et donc sur la pollution de leur air.

Les populations commencent à se mobiliser. En Macédoine, plusieurs manifestations ont eu lieu ces dernières années pour réclamer un air plus propre et plus de sécurité pour les cyclistes, souvent découragés par les nombreux accidents mortels. En septembre, l'ONG Exoforum basée à Zenica en Bosnie a décidé de porter plainte pour crimes environnementaux contre les autorités de la ville et la multinationale Arcelor-Mittal, propriétaire de l'usine locale, pour ne pas avoir fait diminuer la pollution de l'air dans la ville. Si la procédure promet d'être longue et probablement infructueuse, elle montre au moins que les habitants et la société civile sont prêts à lutter contre la destruction de leur environnement et de leur santé.

Ce n'est plus la mer à boire !

Photoreportage

Texte de **Camille Coatalem-Serikoff**,
photographies de Nicolas Serikoff

Mer partagée entre le Kazakhstan au Nord et l'Ouzbékistan au Sud, l'Aral, quatrième plus grand lac du monde au début du siècle, a perdu, aujourd'hui, plus de la moitié de sa surface (30 000 km) et plus du quart de son volume d'eau.

En 1959, les Soviétiques mirent en place un plan de conquête des terres vierges dans les steppes d'Asie centrale, avec les détournements des fleuves de l'Amou Daria et du Sir Daria afin de développer la culture du coton. L'exploitation intensive et la surconsommation ont entraîné, non seulement, la rupture de l'équilibre dans le bassin, mais ont aussi bouleversé le climat qui est devenu plus continental (les étés sont désormais 10° C plus chauds et plus secs, et les hivers 10° C plus froids et plus longs).

L'emploi excessif de pesticides et d'engrais pour les cultures de coton a pollué les eaux, entraînant la salinité des sols qui a contribué à réduire la faune sauvage, mais également l'élevage. La mer a laissé une vaste étendue de sable où le vent disperse les pesticides sur des kilomètres. Dans la région, l'eau potable contient quatre fois plus de sel que la limite recommandée par l'OMS (Organisation mondiale de la santé)¹. Les maladies se sont développées aussi rapidement que la mer a quitté son lit, infections rénales, diarrhées, cancers de l'œsophage, tuberculose, ont fait fuir les pêcheurs qui ont laissé à l'abandon des villages devenus fantômes.

Moynaq, ancien village de pêcheurs qui n'a pas encore été déserté et dernier port avant... la mer de sable, est l'un des vestiges d'une période prospère de l'ère soviétique, où les traces de la catastrophe de la Mer d'Aral sont encore visibles.



© Nicolas Serikoff

De l'ancien embarcadère de Moynaq, on ne peut voir la mer. Il faut compter encore cinq heures de route à travers la steppe pour la rejoindre.

Moynaq. Ouzbékistan, été 2015.

1. « Mer d'Aral, une catastrophe écologique », Documentation française, le 1^{er} septembre 2007,
URL : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/heritage-soviétique/mer-aral.shtml>.



© Nicolas Serikoff



© Nicolas Serikoff

« Je suis venu là où tu m'as oublié
J'attends, et
si tu t'en souviens, une rivière coule entre nous...
Il y a de l'herbe verte sur laquelle nous avons étendu nos poitrines,
Naturellement, elle a fleuri encore une fois
et peut-être enlevé nos poitrines avec ses fleurs
« quelle quantité d'eau a coulé » – dis-tu, je sais
mais tu ne sais pas, que l'eau ne coule plus,
Parce que la rivière est figée dans son lit. »

Pahlavon Turgunov

2. Bakhtiar Akhmedkhanov, « Sur l'île de Vozpojdienié, une bombe bactériologique à retardement. Nouvelle catastrophe écologique en mer d'Aral », *Courrier International*, 1^{er} octobre 2003.
3. « Stocks d'armes chimiques et bactériologiques en Russie et en Ouzbékistan », Documentation Française, 1^{er} septembre 2007, URL: [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000066-environnement-et-pollution-en-russie-et-en-ouzbekistan](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000066-environnement-et-pollution-en-russie-et-en-asie-centrale-l-heritage-sovietique/stocks-d-armes-chimiques-et-bacteriologiques-en-russie-et-en-ouzbekistan).

L'île de Vozrojdenie, une bombe bactériologique en plein cœur de la Mer d'Aral

Dès 1948, les militaires soviétiques ont installé dans cette petite île située au milieu de la mer d'Aral, une base militaire et un centre d'essais d'armes bactériologiques. Jusqu'au départ des Russes en 1992, ce laboratoire avait été tenu total secret car il abritait le plus grand site de stockage et d'expérimentation d'armes bactériologiques de toute l'Union soviétique². A la chute de l'URSS, les militaires ont abandonné les lieux après avoir affirmé qu'ils l'avaient décontaminé. En réalité, seuls onze fûts contenant de l'anthrax ont été enterrés dans le sable.

Le retrait de la mer a eu pour conséquence de rattacher l'île au continent favorisant ainsi la propagation et la transmission aux hommes, par les oiseaux et animaux, de virus. À cette époque encore, la région de la mer l'Aral était l'un des plus virulents foyers naturels de peste³. Par ailleurs, la menace terroriste était bien présente, ce qui accélérerait la nécessité de décontaminer la zone. C'est seulement en 2001 qu'une mission scientifique américaine et ouzbèke a été mise en place afin de nettoyer l'île qui contenait des souches bactériologiques toujours actives.



© Nicolas Serikoff

Les bateaux ont été pillés et désossés pour la revente de pièces détachées et de moteurs.
Moynaq, Ouzbékistan, été 2015.



© Nicolas Serikoff

Les navires font peaux neuves avec leurs tags et leurs graffitis et sont les lieux de rencontres des jeunes à la nuit tombée.
Moynaq, Ouzbékistan, été 2015.



© Nicolas Serikoff



© Nicolas Serikoff

Pour les habitants de la région, la « fuite de la mer » est aussi épouvantable qu'une « disparition du ciel ».
Moynaq. Ouzbékistan, été 2015.

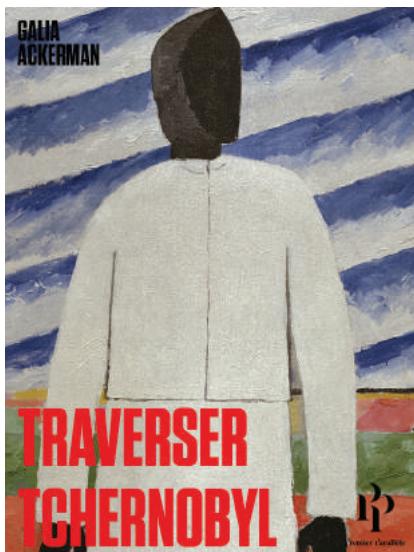


© Nicolas Serikoff

Des jeunes mariés ouzbeks viennent immortaliser le plus beau jour de leur vie devant le monument érigé en mémoire de l'Aral disparu.
Moynaq. Ouzbékistan, été 2015.

Lire et voir

Traverser Tchernobyl, Galia Ackerman, Premier Parallèle, 2016



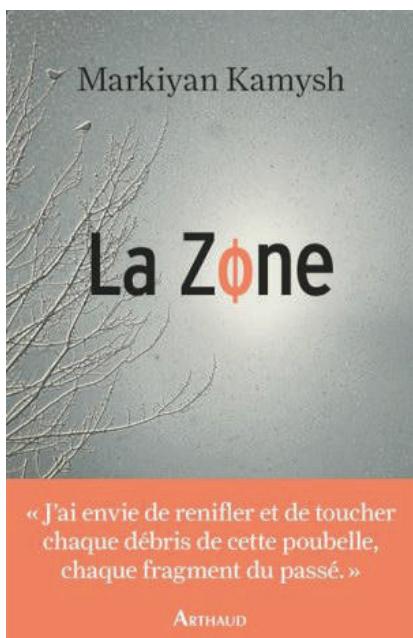
« En regardant la Ville vidée, fermée, j'éprouve un sentiment que l'on ne peut traduire en paroles. Pripiat ne semble pas un endroit maudit. » Journaliste et traductrice franco-russe, Galia Ackerman, est, sans doute, l'une des personnes qui parle le mieux de la catastrophe de Tchernobyl, de sa réalité passée et présente. Spécialiste du monde soviétique/post-soviétique et des aspects sociaux de Tchernobyl (c'est le troisième livre qu'elle consacre à la zone), elle fréquente depuis vingt ans ceux qui sont la mémoire de Pripiat. Elle ne cesse de parcourir cette terre contaminée « au charme d'un royaume enchanté où le temps s'est arrêté et d'où les habitants semblent s'être évaporés ». Ce sentiment de calme et de sérénité que procure cette ville éteinte contraste, cependant, avec

une autre réalité. Pripiat est inhabitable pour 240 000 ans et lorsque aujourd'hui, on s'aventure à une visite de la ville, il est strictement interdit de boire ou de fumer, il ne faut toucher à rien. Car les radionucléides du plutonium agglutinés à la poussière peuvent pénétrer dans vos poumons, s'y loger et vous irradier de l'intérieur. Pourtant, quelques centaines de vieux paysans, surtout des femmes, habitent toujours dans la zone interdite. Ils y sont revenus après l'évacuation malgré les consignes, trop attachés à leur terre et à leur maison. Si Pripiat est quasi-déserte, la ville de Tchernobyl, à quelques kilomètres de la centrale, grouille de gens ; on les appelle les samossioly. Près de 10 000 personnes travaillent dans cette zone et près de la moitié habitent par intermittence à Tchernobyl, relativement peu contaminée.

Galia Ackerman nous emmène, dans son ouvrage, dans les coulisses d'un événement majeur du XX^e siècle qui continue de menacer les civilisations. Successivement, nous rencontrons Nikolaï, un des bâtisseurs de la centrale, Valentina, une ancienne couturière, Malakha, ou bien encore Maria, des paysannes ukrainiennes qui n'ont pas voulu partir de leurs villages, malgré les risques de contamination. Dans son reportage tchernobylien, Galia Ackerman s'emploie, à établir – et à rétablir – les faits, que les différents gouvernements, ukrainien, russe et biélorusse s'obstinent à taire. Un méticuleux et long travail de reconstruction, de mémoire, et de recueil de témoignages de ces « liquidateurs » d'hier et de ces travailleurs de la zone d'aujourd'hui.

C.C.-S.

La Zone, Markiyan Kamysh, Flammarion, 2016



Markiyan Kamysh est un jeune journaliste ukrainien. Fils d'un liquidateur¹, il se rendra plus d'une soixantaine de fois dans ce qu'il appelle « la Zone ». Il y a trente ans, la fusion du cœur du réacteur 4 de la centrale de Tchernobyl, en Ukraine actuelle, provoqua le plus grave accident nucléaire de l'histoire, libérant dans l'atmosphère d'importantes quantités de particules radioactives. Aujourd'hui cette zone, grande comme le Luxembourg, est encore interdite au public, mais suscite pourtant fantasmes et curiosités. Vingt fois par an, comme un appel irrépressible, M. Kamysh parcourt la ville abandonnée de Pripyat, qui se situe à trois kilomètres de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Tel un stalker², loin des hordes de touristes, il visite les vestiges d'une ville

symbole du système communiste par excellence. Il déambule parmi la Grande roue, le palais de la Culture, les supermarchés vides et les avenues désaffectées, un parcours dans une ville figée, hors du temps. Pripyat s'est transformée en Amazonie toxique, envahie de fourrés inextricables, et cette sorte d'Angkor Wat radioactif est son lieu de retranchement et de jeu. « *La Zone est mon espace de détente. Elle remplace la mer, les Carpates, la Turquie enduite de mojito frais.* »

Armé de son sac de couchage, de provisions, d'une lampe-torche et de bouteilles de vodka, il parcourt plusieurs kilomètres dans la forêt, passe sous les barbelés, emprunte des chemins de traverse pour éviter les patrouilles, avant d'atteindre son eldorado. Les quelques milliers d'appartements abandonnés qui s'offrent à lui se transforment en alvéoles, en refuges. Les réveils matin sont encore sur les étagères, les papiers peints sont intacts, certains poèles chauffent encore. Pripyat reste témoin d'un passé qui n'existera jamais plus. La ville est déserte, calme et paisible, elle livre ses derniers secrets aux aventuriers les plus téméraires.

Le livre de Markiyan Kamysh est un voyage plein de lyrisme dans l'un des lieux les plus dévastés de la planète. Il nous entraîne à la découverte d'un endroit singulier, hors norme, nous donnant quelques conseils de survie et nous assurant de trouver, dans ce lieu radioactif, quiétude et sérénité. Oubliez votre appareil photo, nous dit enfin l'auteur, à quoi bon photographier ? Les cent millions d'impressions que vous aurez durant la visite ne rentreront jamais dans deux millions de pixels...

C.C.-S.

1. Nom donné en ex-RUSS au personnel civil et militaire intervenu immédiatement sur les lieux de la catastrophe de Tchernobyl, le 26 avril 1986.
 2. Stalker (« traqueur » en anglais) est le héros d'un film fantastique soviétique (1979) du célèbre réalisateur Andréï Tartakovski, adapté du roman des frères Strougatski. Dans ce secteur mystérieux, surnommé la Zone, seuls les Stalkers, autrement dit des passeurs clandestins, peuvent pénétrer et faire rentrer d'autres personnes.

L'Ange blanc. Les enfants de Tchernobyl sont devenus grands, Niels Ackerman, préface d'Andreï Kourkov, texte de Gaetan Vannay, Noir sur Blanc, 2016



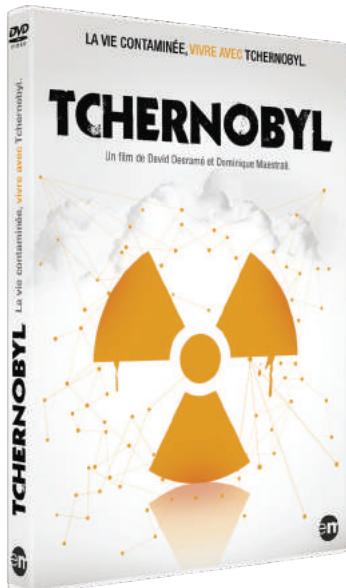
Slavoutytcz est la ville la plus jeune d'Ukraine. Construite entre octobre 1986 et l'été 1988 par les meilleurs architectes et brigades de constructeurs venus des différents pays de l'URSS, elle a symbolisé « l'amitié entre les peuples », comme ville idéale « pour effacer le pire et la honte du pire », la catastrophe de Tchernobyl. Elle a accueilli les « liquidateurs », ces hommes et ces femmes qui « prennent le train qui les amène tous les matins à la centrale » pour « liquider » la catastrophe. Elle leur a offert des conditions extrêmement favorables, une vie confortable, les meilleurs jardins d'enfants, les meilleures écoles, une

architecture moderne. « Des milliers de jeunes travailleurs de toute l'URSS sont venus s'installer à Slavoutytcz dès l'inauguration de la ville en 1988. » Trente ans plus tard, les enfants de ces ouvriers et travailleurs d'élite ont grandi. Niels Ackermann est parti à leur rencontre. Il a découvert « des jeunes qui boivent, baissent, se droguent, et s'ennuient ». Des jeunes qui se marient, divorcent, font des enfants. Nous les découvrons, nous, à travers le regard tendre du photographe, sur des clichés tantôt en mouvement tantôt statiques. Ils y apparaissent comme cette Slavoutytcz, en mouvement vers l'avenir et résolument immobile dans une réalité sans avenir.

Slavoutytcz est « la seule ville ukrainienne avec un taux de natalité suffisant pour assurer le renouvellement de sa population ». Mais les jeunes cherchent à quitter la ville idéale malgré les salaires toujours très attractifs dans la centrale de Tchernobyl et du consortium Novarka, chargé de fabriquer le sarcophage destiné à isoler le réacteur nucléaire endommagé. Car « il manque quelque chose » à Slavoutytcz, dit la jeune loulia ; « Quand vous êtes un enfant, cette ville est géniale, mais plus vous grandissez, moins il y a à faire ». Et il y aura de moins en moins : l'année 2000 a vu fermer les derniers réacteurs et la construction de l'arche protégeant le lieu de l'accident se terminera prochainement. Sous le regard de l'Ange blanc, une sculpture érigée sur la place en 2012, les habitants attendent « un miracle pour les enfants des enfants de Slavoutytcz ».

E. T.

Tchernobyl. La vie contaminée, vivre avec Tchernobyl, documentaire de David Desramé et Dominique Maestrali, Éditions Montparnasse, 2016



Le nuage radioactif de Tchernobyl a dessiné au gré du vent et de la pluie des zones plus ou moins radioactives, il a effacé les frontières et s'est étalé sur tout l'hémisphère nord du continent européen. Le pays le plus touché par les retombées radioactives, n'est, non pas

l'Ukraine, comme beaucoup le pense, mais le Belarus. Aucune région du pays n'a été épargnée par la radioactivité, et les terres recevront encore pour des décennies des doses de radiations. Cependant, avec les années, la population est de moins en moins sensible aux dangers des radiations. Ne voyant, ni ne sentant rien, les gens pensent que tout est redevenu normal. De Minsk vers les territoires plus au Sud, qui recouvrent une grande partie des territoires contaminés, et jusque dans les villages situés en zone interdite, ce reportage entremêle le discours des officiels et celui des civils, tout en apportant un éclairage sur l'histoire de l'accident, sur le déroulement de l'évacuation et questionnant les politiques de santé publique. Primé dans plusieurs festivals internationaux (Grand Prix du Festival du film sur l'environnement 2001 et Grand Prix de l'UNESCO 2001), ce film dresse le constat de la gestion impossible d'un tel accident, et d'une catastrophe encore à venir. Les plus optimistes pourront se conforter dans l'idée que les nouvelles technologies plus préventives nous épargneront un nouvel incident nucléaire, les réalistes, quant à eux, concluront que le risque zéro n'existe pas...

C.C.-S.